



**HAL**  
open science

## Accompagner sur le chemin de l'emploi : le rôle d'une mission locale

Alice Brochard, Claude Martin, Céline Rothé

► **To cite this version:**

Alice Brochard, Claude Martin, Céline Rothé. Accompagner sur le chemin de l'emploi : le rôle d'une mission locale. 2022. halshs-04772971

**HAL Id: halshs-04772971**

**<https://shs.hal.science/halshs-04772971v1>**

Preprint submitted on 8 Nov 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Accompagner sur le chemin de l'emploi : le rôle d'une mission locale

Alice Brochard, Claude Martin, Céline Rothé <sup>1</sup>

L'offre de prise en charge du retrait des jeunes à domicile est encore rare et très inégalement répartie sur le territoire national. De ce fait, beaucoup de situations ne sont pas accompagnées, ou, et c'est l'objet de ce chapitre, elles le sont par des services et des dispositifs qui ne sont pas dédiés à ce problème émergent. Dans le cadre d'une recherche sur les parcours de jeunes confrontés à des troubles psychiques au moment du passage à l'âge adulte<sup>2</sup>, nous avons enquêté au sein de plusieurs structures d'accompagnement de ces jeunes (relevant des secteurs sanitaire, social, médico-social ou encore scolaire). Au fil de cette recherche, nous avons constaté le rôle majeur que jouent certaines institutions qui ne sont pas spécialisées dans la prise en charge de ces situations de retrait social. C'est le cas des missions locales, structures associatives avec une mission de service public, ouvertes à tous les jeunes de 16 à 25 ans, qui souhaitent être accompagnés dans leur parcours d'insertion professionnelle et sociale. Ce dispositif généraliste adopte une approche globale des parcours, considérant tous les éléments qui peuvent constituer un frein à l'insertion. Parmi ceux-ci, les professionnels rencontrés ont souligné les enjeux de santé mentale et l'augmentation du nombre de jeunes souffrant de troubles psychiques parmi le public qu'ils accompagnent<sup>3</sup>.

Parmi ces jeunes, certains ont vécu des épisodes de retrait social. Pour autant, précisément parce qu'ils ont franchi le seuil de la mission locale, ces jeunes que nous allons évoquer ont commencé à sortir de leur confinement. Les échanges avec leur conseiller de mission locale jouent un rôle qui peut se révéler déterminant dans leur sortie durable du retrait. Discuter régulièrement de projets d'avenir est une occasion de sortir petit à petit de leur domicile en ouvrant des possibles. De plus, la visée

---

<sup>1</sup> Brochard A., Martin C., Rothé C. : « Accompagner sur le chemin de l'emploi, le rôle d'une mission locale », dans Vellut N., Martin C., Figueiredo C., Fansten M. (Eds), Hikikomori, une expérience de confinement. Rennes, Presses de l'EHESP, 2021, p. 155-166.

<sup>2</sup> *Du trouble au handicap psychique lors du passage à l'âge adulte : Trajectoires et traitement social*. Rapport de recherche remis à l'IRESP, Convention Hanpsyje HPMP-S1-O4, 2018, DOI: [10.13140/RG.2.2.15233.81760](https://doi.org/10.13140/RG.2.2.15233.81760).

<sup>3</sup> Cette augmentation peut être rapportée selon eux à un effet collatéral de la reprise économique. Les jeunes les moins en difficulté face à l'emploi retrouvent un travail du fait de la reprise et les plus vulnérables sollicitent la mission locale qui reçoit donc beaucoup plus de jeunes fragilisés, dont une part non négligeable présente des troubles psychiques.

professionnelle des accompagnements met *a priori* à distance le soin psychique vécu comme stigmatisant.

Dans ce chapitre, nous évoquons le parcours de deux jeunes, Nadine et Alexandre, qui illustrent la manière dont la relation d'aide avec leur conseiller leur a permis de franchir certains des seuils derrière lesquels ils s'étaient repliés. L'étude des interactions entre ces professionnels de mission locale et ces jeunes permet de comprendre en quoi la question de l'insertion sociale et professionnelle peut devenir le support d'une stratégie de sortie du retrait social.

## Un déconfinement progressif

Les jeunes rencontrés expliquent leur épisode de retrait de différentes manières. Pour beaucoup, il a été provoqué par le sentiment de ne pas parvenir à trouver une place dans l'espace social, ou, plus précisément, une place correspondant aux aspirations construites au fil de l'enfance et de l'adolescence. Le retrait intervient souvent lorsque ces aspirations sont contrecarrées par un événement ou une situation qui empêche leur concrétisation. Plusieurs déclencheurs sont évoqués pour expliquer ce hiatus. Parmi ceux-ci, le harcèlement scolaire nous a ainsi souvent été décrit comme la première cause de l'arrêt de la scolarité et d'un repli à domicile, qui s'organise ensuite autour de l'obsession de redevenir un élève, sans toutefois pouvoir mettre un pied à l'école. Beaucoup de jeunes évoquent un sentiment d'illégitimité, qui les pousse à s'extraire du monde par honte de ne pas réussir à y endosser le rôle qu'on attend d'eux. Ils ne se sentent pas à leur place, que ce soit à l'école, à l'université ou au travail, parfois pas même chez leurs parents<sup>4</sup>. Le retrait est dès lors présenté de manière ambivalente : refuge, protection et source de souffrance.

Parmi les jeunes rencontrés, nous avons retenu le récit d'une dizaine de jeunes évoquant une expérience d'isolement durable à leur domicile ou à celui de leurs parents. La mission locale, au sein de laquelle nous menions notre enquête, nous avait orientés vers la plupart d'entre eux. Lorsque nous avons rencontré ces jeunes, ils sortaient de leur repli à domicile et commençaient à envisager des perspectives d'avenir (plus ou moins concrètes et à plus ou moins courte échéance). Un certain nombre d'entre eux a fait l'expérience d'un retrait « réactionnel »<sup>5</sup>, forme de protection contre une violence cumulée depuis l'enfance. Sabrina et Élodie ont ainsi, par exemple, grandi dans des familles de milieu socio-économique très défavorisé, aux côtés de parents alcooliques et maltraitants. Elles ont

---

<sup>4</sup> Dans tous ces récits, le corps prend une place particulière car il est souvent décrit comme inadapté, douloureux, malade ou inesthétique et en partie à l'origine du malaise en société comme l'analyse Cristina Figueiredo. Figueiredo C., (2019), « Le corps adolescent face à la souffrance psychique : enjeux individuels, sociaux et politiques de l'hospitalisation en pédopsychiatrie », *Enfances, Familles, Générations*, 33/2019.

<sup>5</sup> Nous utilisons ici les travaux de Maïa Fansten et Cristina Figueiredo qui proposent une typologie des formes de retrait. Fansten M., Figueiredo C., (2014), « Parcours de *Hikikomori* et typologie du retrait », *Adolescence*, t.33 3 (3), 603-612

vécu des traumatismes répétés durant l'enfance (Sabrina est notamment victime d'un viol lorsqu'elle a quinze ans puis vivra à la rue quelques années ; Elodie, quant à elle, retrouve sa mère morte à son domicile alors qu'elle est un petit enfant).

D'autres, comme Nadine, Gaëtan, Elsa ou Alexandre expriment à quel point la pression sociale des études et la compétition qui s'y installe comme dans les loisirs et le sport, les ont poussés à se retirer durablement à leur domicile ou à celui de leurs parents pour s'extraire d'un climat générant chez eux une angoisse insupportable. Ce retrait « chrysalide » consiste à stopper tout investissement et à échapper à une trop grande pression sociale ou familiale. C'est une tentative de ne pas quitter le statut d'enfant pour celui d'adulte, aux exigences perçues comme insoutenables. Il concerne des jeunes issus de classes populaires avec une injonction personnelle ou familiale très forte à la réussite sociale *via* l'école, le diplôme et l'emploi, ou alors des jeunes issus de classes supérieures des milieux intellectuels au sein desquels la réussite scolaire est valorisée tout comme le diplôme, dans un contexte de peur du déclassement social de la part des parents.

Nadine est une jeune femme de milieu populaire, fille d'immigrés, qui attache une grande importance à la réussite scolaire sans toutefois bien vivre sa scolarité et ses relations à l'école. Ne plus pouvoir se rendre à l'école et ne pas réussir à passer son bac est un traumatisme qui la poussera de plus en plus loin dans son retrait. Gaëtan est un jeune issu d'un milieu intellectuel favorisé. Il est de plus en plus mal à l'aise dans ses relations scolaires jusqu'au moment où il ne supportera plus de se rendre à l'école. La perspective de ne pas parvenir à poursuivre ses études entre en conflit avec les aspirations de reproduction sociale que lui et sa famille entretenaient jusque-là, sans toujours en avoir conscience. Elsa, quant à elle, a connu une scolarité difficile puis des échecs répétés dans ses études. Elle se retire chez elle alors qu'elle est en service civique et qu'elle n'a rien à faire. L'ennui l'angoisse tellement qu'elle en est malade et ne peut plus sortir de son appartement pendant plusieurs mois, mettant ainsi fin à son service civique. D'une autre manière, elle esquivait aussi une étape sociale importante du devenir adulte, pour un temps tout du moins. Enfin, Alexandre, fils d'une famille de classe moyenne, est submergé par la difficulté de supporter la nature des relations avec ses pairs alors qu'il est à l'université. Il ressent un besoin impérieux de s'isoler dans son appartement pour « souffler » et se remettre d'une sociabilité vécue comme éprouvante.

Lorsque nous rencontrons ces jeunes adultes, ils sont accompagnés par la mission locale, plus ou moins régulièrement. Leur période de retrait total à domicile semble terminée, ce qui ne signifie pas qu'ils ne ressentent plus le besoin de s'isoler. Se retrouver seul, plusieurs jours de suite, est même encore pour beaucoup une nécessité. Ces jeunes se saisissent de certains des supports proposés par les accompagnants de la mission locale pour stabiliser leur trajectoire de déconfinement. Nous avons

identifié deux supports déterminants : le fait que l'accompagnement ne relève pas du soin et mette à distance le diagnostic psychiatrique<sup>6</sup>, et les propositions d'horizons de placement social alternatif faites par les conseillers, qui décentrent les jeunes des exigences sociales, sources de souffrance, qui les ont menés au retrait. Ces dimensions sont deux moyens stratégiques de revenir dans le jeu social.

## La mise à distance du diagnostic psychiatrique comme stratégie de prise en charge

Le fait d'avoir pris contact avec une mission locale n'est bien entendu pas anodin. Ces jeunes cherchent une aide auprès de professionnels de l'insertion, et non du soin, ce qui met à distance le diagnostic psychiatrique. En effet, contrairement à d'autres jeunes ayant vécu le retrait social, l'explication du retrait en termes de trouble psychique, au lieu de les soulager, peut être vécu comme un fardeau, voire une honte. Ce sentiment peut les conduire à voiler cet épisode de leur vie, à faire comme si tout était « normal ». En ne se situant pas sur ce terrain, l'accompagnement par un(e) conseiller(ère) de mission locale permet d'être perçu(e) sous un autre angle, une orientation sociale et non psychiatrique, insistant davantage sur des dimensions collectives (les difficultés d'insertion d'une génération et d'un groupe d'âge) et non individuelles. Ceci tendrait à montrer que si ces jeunes se montrent souvent très critiques vis-à-vis de normes sociales qui leur posent problème (comme par exemple les rituels d'échange avec leurs pairs, ou les normes de performance et de réussite), ils aspirent néanmoins à rester dans une certaine norme.

Nadine éprouve ce sentiment de honte vis-à-vis de ses troubles. À tel point qu'elle refuse de consulter un professionnel de santé. Cela reviendrait, selon elle, à révéler des difficultés qu'elle s'évertue à cacher. La honte qu'elle ressent de n'avoir pu remplir ses obligations sociales, celles caractéristiques de son âge, est si forte qu'elle l'a entraînée dans un cercle vicieux qui l'a poussée à un repli de plus en plus complet. En revanche, parce qu'il ne s'agissait pas d'un suivi en termes de santé mentale, son accompagnement à la mission locale lui a redonné un sentiment de légitimité à prendre part à la société, en lui accordant un statut social plus acceptable : celui d'une jeune adulte handicapée, souffrant de troubles non pas psychiques mais physiques. Cette nouvelle reconnaissance sociale lui a permis d'atteindre son objectif : obtenir un diplôme d'accès aux études supérieures.

### Nadine

Nadine a grandi dans un quartier populaire et multiculturel d'une grande ville. Elle a 23 ans lors de notre rencontre. Nadine commence son épisode de retrait en terminale, à 18 ans, alors qu'elle

---

<sup>6</sup> La question du diagnostic psychiatrique est posée par les familles et les professionnels qu'elles sollicitent lorsqu'un jeune se retire du monde social durant plusieurs mois. Les jeunes eux-mêmes peuvent avouer être inquiets au sujet de leur santé psychique, ne sachant pas ce qui leur arrive. La littérature sur le phénomène du retrait social et des hikikomori insiste sur la frontière ténue existant entre le phénomène social et le trouble psychiatrique pour expliquer ce comportement.

vit seule dans un studio obtenu grâce aux services de protection de l'enfance (en contrat jeune majeur). Elle témoigne de son incapacité à réviser, à se concentrer, de sa peur d'avoir une mauvaise note provoquant ses absences puis, comme dans un cercle vicieux, son retrait. Elle ne demande aucune aide au lycée et n'évoque pas son mal-être. N'arrivant plus à se rendre en cours, à cause, nous dit-elle, de « la distance qui me sépare des autres élèves » et de ce qu'elle qualifiera *a posteriori* de « harcèlement », elle ne parvient pas à passer son baccalauréat. Elle décide alors de retourner vivre chez sa mère, malgré leurs difficultés relationnelles, une relation qu'elle qualifie de « toxique ». C'est chez sa mère qu'elle va s'enfermer durant presque trois années. Durant ce long épisode de retrait, Nadine se dit obsédée par le fait de passer son bac. Elle tient à passer un bac général, même si une filière professionnalisante lui « aurait peut-être permis plus d'autonomie ».

Au cours de cette période de retrait, Nadine ne sera ni aidée ni suivie par un professionnel ou un membre de sa famille. Elle dissimule à tout le monde sa situation, à commencer par les services de la protection de l'enfance et les éducateurs qui la suivent, à qui elle fait croire qu'elle passe son bac. Elle ne dit pas non plus la vérité à sa mère à qui elle explique qu'elle reste à la maison pour travailler et repasser certaines épreuves. Elle fait également tout pour ne pas rencontrer son père, quand il lui rend visite et lui laisse penser qu'elle a partiellement obtenu son diplôme. Elle ment également à l'assistante sociale qui suit sa mère en ne lui disant pas qu'elle n'a pas eu son bac. Avec le recul, elle considère que personne n'aurait pu l'aider à ce moment-là. Lorsque l'assistante sociale qui suit sa famille l'oriente vers la mission locale, elle s'y refuse, vivant cette orientation vers le milieu professionnel comme un échec et un déclassement. Nadine considère le bac comme la seule solution.

Au terme de trois années d'enfermement et d'acharnement à essayer de passer les épreuves, elle accepte finalement de rencontrer le chargé de mission santé de la mission locale sur les conseils répétés de l'assistante sociale qui suit sa famille. Souffrant de douleurs physiques importantes depuis plusieurs années (depuis une maladie qu'elle aurait contractée vers quinze ans, puis d'une agression quelques années plus tard), elle consent à déposer un dossier auprès de la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) pour une reconnaissance de handicap. Lors de ses contacts avec des tiers, elle présente cette reconnaissance d'un handicap comme liée à ses douleurs physiques et non à des problèmes psychiques. Ces problèmes physiques lui donnent en quelque sorte une certaine légitimité à ses yeux, ce qui l'autorise à sortir de chez elle et à demander de l'aide. Ils lui fournissent aussi un statut social, là où elle estimait n'en avoir aucun. Sans le bac, elle se sentait illégitime, ne remplissant pas ses devoirs et dérogeant à ses aspirations d'ascension sociale. C'est finalement grâce à ce contact avec un professionnel de la mission locale, particulièrement attentif à ses difficultés, que Nadine va progressivement se défaire de la honte qu'engendrait son isolement. Le référent santé qu'elle rencontre tient compte de ses problèmes physiques en l'aidant à déposer un dossier auprès de la MDPH, tout en l'aidant sur le plan de sa santé psychique en lui proposant une psychothérapie qui lui convienne. La jeune femme souligne qu'elle ne s'était jamais livrée de la sorte et que c'était pour elle la première fois qu'elle se sentait suffisamment en confiance pour évoquer ses problèmes. Cette relation d'aide a permis de l'orienter vers un Diplôme d'accès aux études supérieures (DAEU). L'obtention de ce diplôme lui a permis de s'inscrire à l'université et de retrouver des jeunes de son âge, même si son inquiétude persiste ; le spectre du retrait n'étant jamais loin.

Dans le cas de Nadine, le fait que la mission locale soit un dispositif généraliste, qui ne relève pas du soin (ce qu'elle a toujours rejeté), mais du social, a constitué une opportunité pour faire évoluer sa situation. En l'orientant vers une prise en charge de ses troubles somatiques, la référente santé de la mission locale a permis à cette jeune femme d'accéder à qui constituait son aspiration : faire des études supérieures. Ce détour lui a permis de sortir du retrait, tout en lui fournissant une explication

socialement acceptable de son point de vue (souffrir d'un handicap physique est moins stigmatisant que d'assumer les raisons de son isolement volontaire) pour dévier de son objectif initial d'obtenir son bac.

## Transformer les incapacités en choix pour l'emploi

La relation d'aide établie à la mission locale a pour finalité de permettre au jeune d'accéder à un emploi, mais aussi en quelque sorte d'être « employable ». Il s'agit de mettre à jour ses compétences, ainsi que leurs limites en vue d'une insertion rapide et durable sur le marché de l'emploi. Dès lors, si les aspirations sociales sont prises en compte, elles sont aussi renégociées dans l'accompagnement si elles sont jugées irréalistes. Ce cadre est alors l'occasion de redéfinir les horizons possibles et de transformer les incapacités menant au retrait en choix de vie. Le conseiller guide la jeune personne vers une proposition d'avenir en l'aidant à préciser ses aspirations, ses possibilités et ses impossibilités en vue d'une insertion optimale sur le marché du travail. Ces échanges permettent d'accepter les impossibilités qui amènent les jeunes au retrait sans les décrire en termes d'écarts à la norme, mais plutôt comme des préférences pour s'orienter vers tel ou tel type de travail. Pour ces conseillers, l'identification de ce qu'ils appellent « les freins à l'emploi » est une étape préalable indispensable à celle plus concrète de la recherche de stage, de formation ou d'emploi. Comme elle se déroule dans une perspective d'accès à l'emploi, cette relation est dénuée *a priori* de référence à la maladie mentale et favorise ainsi l'expression des jeunes qui ressentent moins la nécessité d'expliquer les raisons de leur retrait. Cette posture a pour but de permettre aux jeunes accueillis d'identifier – ou du moins d'exprimer – ce qui leur pose problème dans les interactions sociales, dans l'optique de trouver une situation d'emploi qui les mette à l'aise.

L'accompagnement de la mission locale leur offre une occasion d'être à nouveau sous le regard d'autrui avec un statut social assumé. Lors des rendez-vous, le conseiller parle beaucoup avec les jeunes et les aide à identifier leurs compétences et leurs incompétences et à se repositionner dans le monde. Ceci constitue un espace de reformulation de leurs aspirations qui les soulage de l'exigence de normalité qui a été pour eux source de souffrance. En les orientant vers la recherche d'emploi et le monde professionnel, la mission locale les décentre de l'exigence d'ascension sociale *via* les études et les extrait des relations sociales qui se jouent à l'école et dans les études supérieures en en faisant des individus qui peuvent choisir leur orientation dans un panel de choix beaucoup plus large que celui offert par les études. Ils saisissent l'accompagnement comme une opportunité de déterminer qui ils sont, avec leurs particularités, et de s'émanciper du carcan des normes sociales qui les a fait souffrir. Ce panel d'offres proposé par les professionnels se fait également en dehors des aspirations sociales

portées par la famille, et leur permet d'explorer de nouvelles pistes d'insertion, sans pression à l'ascension ou au maintien du statut social comparé à celui des parents et de la fratrie.

Alexandre a sollicité la mission locale alors qu'il sortait d'une longue période d'isolement à son domicile. Il y a rencontré un professionnel qui va l'écouter et l'accompagner en tenant compte de sa sensibilité et de ses difficultés dans les relations sociales. Alexandre s'est investi dans cette relation bienveillante avec son conseiller, qu'il a perçue comme un support de son réinvestissement du monde social. Cette relation d'aide lui a permis d'accepter son besoin d'isolement face à des relations sociales qu'il vit comme agressives et de s'autoriser à s'en extraire autant que de besoin.

### **Alexandre**

Alexandre, étudiant, a 23 ans lors de notre rencontre. Il est issu d'une famille de classe moyenne et vit seul en appartement pour ses études. Il nourrit une véritable fascination pour le Japon et s'identifie à la figure du hikikomori qu'il connaît bien, notamment au travers de ses représentations littéraires et cinématographiques. Il ne s'isole pas de manière aussi extrême, mais ressent des besoins similaires de protection et de repli face à un monde qu'il perçoit comme agressif. Alexandre a une sœur de deux ans sa cadette qui a une expérience similaire, un repli d'une année environ. Elle s'est retirée, quant à elle, chez ses parents.

Le retrait d'Alexandre commence suite à l'arrêt de sa première année d'études, alors qu'il ne vit plus chez ses parents. Il se fait exclure de la formation qu'il suit et commence à s'isoler dans son appartement. Il explique qu'il se sentait dépassé par les relations aux autres, par ce qui lui était demandé en cours, mais aussi par l'ambiance compétitive. Il préfère ne pas faire les choses. L'année suivante, il s'inscrit à l'université, mais pour les mêmes raisons, arrête d'aller en cours au premier trimestre et ne reprendra ses études qu'un an et demi plus tard.

Durant cette période, il évite le contact avec les autres, fuyant les interactions sociales qu'il a du mal à comprendre et à vivre sereinement. Le jeune homme continue à voir ses amis régulièrement, mais a besoin de s'isoler et a de plus en plus de difficultés à supporter les relations avec ses camarades qui lui demandent, dit-il, trop d'énergie. Il passe la plupart de son temps devant les écrans à regarder des vidéos qui ne nécessitent pas d'interactions sociales et lui permettent « de ne plus réfléchir ». Même les jeux en ligne sont source d'angoisse pour lui, car les relations qui s'y nouent lui rappellent les standards sociaux. Le temps s'étire et Alexandre explique parfois ne plus savoir distinguer les jours qui passent. Il est incapable de remplir ses obligations et ne peut pas se présenter aux rendez-vous qui lui ont été fixés par Pôle emploi, tant l'angoisse de voir d'autres personnes est devenue grande.

Alexandre ne recevra pas beaucoup d'aide de l'extérieur, car il ne sollicite personne. Il ne parle de sa situation que tardivement à ses parents. C'est la rencontre avec la mission locale et l'écoute bienveillante qu'il y trouve qui l'aidera à se mobiliser pour sortir à nouveau de chez lui. Avoir des rendez-vous réguliers, s'engager à faire des démarches, à aller en stage, à participer à des rencontres avec d'autres jeunes n'a pas été facile, mais il va s'efforcer de le faire. Cela lui a permis d'envisager de reprendre ses études, sachant qu'il exprimait un besoin de s'isoler régulièrement. Cette période de retrait a été pour lui un passage nécessaire pour apprendre à se connaître et à domestiquer sa relation aux autres. Aujourd'hui, il s'isole de temps en temps, lorsqu'il en ressent le besoin pour retrouver la force de poursuivre ses activités. Il sait que l'envie de s'isoler demeure, mais il a pu trouver des stratégies pour s'en accommoder tout en préservant sa vie sociale et ses projets.

Ce sont les parents d'Alexandre qui l'ont inscrit à la mission locale, à un moment où il a finalement décidé de parler de sa situation, qui le fait souffrir. Il trouve son mode de vie anormal et se dit qu'il serait bien d'en parler à un professionnel. Il trouve à la mission locale l'écoute qu'il cherchait, ainsi qu'une incitation à sortir de son retrait. Le travail de la mission locale étant l'insertion, les professionnels lui proposent des solutions pour se construire un projet social et professionnel. Ils adaptent leur accompagnement aux difficultés d'Alexandre. Il participe à un groupe composé d'autres jeunes réfléchissant à leur projet professionnel. Lorsqu'il arrive avec plusieurs heures de retard, Alexandre ne se sent pas pénalisé, ni jugé ou réprimandé, ce qui lui permet de poursuivre ses efforts pour échanger avec d'autres personnes, sans pression supplémentaire.

Alexandre trouve le monde extérieur agressif et se sent vulnérable face à d'autres personnes. Le retrait lui permet de se sentir en sécurité. Il remplit alors son temps grâce à des occupations qui ne le feront pas réfléchir pour ne pas se retrouver à nouveau face à un monde qu'il perçoit comme violent. Après l'accompagnement de la mission locale, il décide de reprendre des études à l'université. Il y trouve un environnement sans compétition et ne ressent pas de pression liée aux examens puisqu'il ne suit pas ces études dans une perspective professionnelle, mais parce qu'il y trouve une source d'épanouissement personnel.

## L'écoute et le temps long aux frontières de l'institution

Les missions locales ont été créées en 1982, suite au rapport de Bertrand Schwartz sur l'insertion professionnelle et sociale des jeunes remis un an auparavant<sup>7</sup>. À l'époque, la volonté d'ouvrir des structures d'accompagnement pour faciliter l'insertion des jeunes partait du constat de leur vulnérabilité croissante. Les dispositifs d'accompagnements ont été pensés pour éviter le risque d'exclusion sociale des jeunes les plus fragiles du marché de l'emploi, en particulier les jeunes sans diplômes ni qualification. Les conseillers en insertion professionnelle ont hérité de cette philosophie d'accompagnement global vers l'emploi, de cette approche transversale et territorialisée des problèmes sociaux, qui caractérisait la création des missions locales. Grâce à une posture d'écoute et de questionnement des parcours, les conseillers analysent les situations individuelles en les replaçant dans leur contexte social. Dès lors, des solutions individualisées sont élaborées qui cherchent à lever les freins à l'emploi, au fur à mesure de l'accompagnement.

Depuis le début des années 2000, la pression de l'accès à l'emploi s'est amplifiée nettement, laissant moins de place aux accompagnements de longue durée, au profit des accès rapides à des emplois ou des formations. Cependant, les conseillers pour qui l'approche globale des parcours est restée la

---

<sup>7</sup> Schwartz B. (1981), *L'insertion professionnelle et sociale des jeunes*. Rapport remis au premier Ministre, en accès libre <https://www.vie-publique.fr/rapport/36870-insertion-professionnelle-et-sociale-des-jeunes>.

référence, n'hésitent pas à poursuivre des accompagnements longs, sans résultats immédiats, apparents ou notables du point de vue institutionnel. Ils savent que certains jeunes ont besoin de mettre en place une relation durable avec eux, qui sera suffisamment sécurisante pour qu'ils engagent des démarches, ou tout simplement qui sera leur seule relation d'aide, qu'elle soit professionnelle ou privée. C'est une des raisons majeures qui explique que les jeunes sortant du retrait continuent de se tourner vers la mission locale, et surtout y poursuivent leur accompagnement durablement, même s'ils ne cherchent pas à proprement parler un emploi.

Cet engagement important des professionnels et la temporalité longue de l'accompagnement permet de développer une relation de confiance propice au retour des jeunes dans des activités sociales (formations, stages, etc.). Dans certains cas, des activités annexes à l'insertion professionnelle sont proposées afin d'inciter les jeunes à sortir de chez eux, sans pression. Les professionnels peuvent parfois venir chercher les jeunes chez eux pour les accompagner à leurs rendez-vous, les amener dans les structures où effectuer des démarches pour leur insertion. Le professionnel devient alors une personne de référence. Cela apparaît dans de nombreux récits de jeunes qui décrivent leur conseiller(ère) ou le(la) référent(e) santé comme des acteurs déterminants dans leur insertion sociale. Cette approche globale de la situation des jeunes peut entrer en contradiction avec la logique dite d'activation des politiques sociales<sup>8</sup> qui domine dans le champ de l'action publique contemporaine. Dans cette approche dominante depuis 2000, les politiques sociales et les aides à l'emploi sont « actives », dans la mesure où elles sont pensées comme un levier qui va permettre à celui qui en bénéficie d'engager des démarches pour retrouver un emploi. Ce ne sont plus des dépenses passives pour l'Etat, c'est-à-dire des dépenses sans contreparties. Concrètement, cela signifie que ces aides sont assorties d'obligations pour le bénéficiaire et d'objectifs concrets à atteindre. Dans cette approche par l'activation, ce sont aux jeunes de faire la preuve de leur volonté d'insertion et d'effectuer des démarches en ce sens. Ces démarches doivent aboutir, à court ou moyen terme, à une entrée en formation ou en emploi.

Cette logique d'activation entre en contradiction avec des accompagnements de long durée ou avec des accompagnements dont la visée principale n'est pas la formation ou l'emploi, mais un mieux-être considéré comme le préalable à une intégration sociale. Cette tension entre approche globale et logique d'activation, bien décrite par les travaux de sociologie de l'action sociale<sup>9</sup>, se joue dans certains accompagnements dans les missions locales. Pour une part des jeunes, les conseillers savent que l'accès à l'emploi, voire même à une formation, est très peu probable et que leur accompagnement

---

<sup>8</sup> Arrignon M. (2016), *Gouverner par les incitations. Les nouvelles politiques sociales en Europe*, Grenoble, PUG.

<sup>9</sup> Voléry I. (2009), « Sens et usages de la difficulté psychique dans le secteur de l'insertion professionnelle. Le cas Toulousain », *Revue française des affaires sociales*, n° 1, 2009, p. 279-300.

relève dans un premier temps d'un accompagnement psychologique. Ils peuvent suivre des jeunes pendant plusieurs années en leur proposant ce qui peut s'apparenter à « de l'occupationnel ». Ce qu'ils évoquent eux-mêmes au travers de cette expression consiste à proposer des occupations facilitant l'intégration sociale, tout en sachant qu'elles ne mèneront pas à l'emploi dans la temporalité attendue par les pouvoirs publics qui financent l'institution.

Le fait que tous les conseillers n'adoptent pas ce positionnement professionnel introduit de l'aléa dans les accompagnements et explique des variations selon les conseillers, les missions locales et les territoires. Dans le cas des jeunes en retrait, cette part d'aléa dans le type d'accompagnement proposé, sera plus ou moins favorable à leur retour en société<sup>10</sup>. Autrement dit, l'approche globale de leur parcours permet d'explorer des voies alternatives pour l'insertion, alors que la logique de l'activation impose aux individus un travail sur soi et non une réflexion sur l'adaptation de l'environnement de travail.

Les missions locales mobilisent différents types d'aide. Certaines structures comme celle dans laquelle nous avons effectué la majorité de nos entretiens, ont des psychologues, des chargés de mission santé, des référents handicap ou encore mettent en œuvre des coopérations avec des services de psychiatrie pour conseiller les professionnels. Ce n'est pas toujours le cas cependant et ailleurs, il est parfois impossible d'accompagner des jeunes qui demandent une grande écoute et un accompagnement qui s'étire dans le temps. Demeurent donc d'importantes disparités territoriales.

## Conclusion

Les cas évoqués ici ont permis de mettre en lumière le rôle que peut jouer une mission locale par rapport aux normes du passage à l'âge adulte et aux autres cadres institutionnels auxquels ces jeunes ont essayé d'échapper : l'école, l'enseignement supérieur, mais aussi les interactions sociales qui s'y jouent et les perspectives de positionnement social qui s'y dessinent. En les accompagnant, les conseillers jouent le rôle de « gardien du seuil »<sup>11</sup>. Ils les aident à franchir ce seuil entre l'enfance et l'âge adulte<sup>12</sup>. Si ces jeunes ont souvent conscience des raisons de leur incapacité à évoluer dans le monde social, la relation d'aide qui se construit à la mission locale leur révèle de nouvelles capacités et par là offre une nouvelle identité possible.

---

<sup>10</sup> Muniglia V., Thalineau A. (2012), « Insertion professionnelle et sociale des jeunes vulnérables. Les conseillers des missions locales entre adaptation et tension », *Politiques sociales et familiales*, n° 108, juin 2012, p. 73-82.

<sup>11</sup> Figueiredo C., (2019), « Une nouvelle forme de renoncement ? », *Ateliers d'anthropologie*, 46.

<sup>12</sup> Dans le cadre d'une réflexion sur le corps en retrait des Hikikomori en France et au Japon, Cristina Figueiredo évoque la figure de « gardien du seuil », en écho aux initiations collectives des sociétés ritualisées : « supposons que les retirants sociaux attendent de rencontrer un gardien du seuil, sorte d'initiateur rituel qui parviendrait à les faire passer de l'autre côté du miroir, là où la maîtrise du reflet de soi et le passage à l'âge d'homme, là où le monde sensible incarné et symbolisé devient source de plaisir » (Figueiredo, 2019, p. 11).

La mission locale est un dispositif qui potentiellement accompagne la sortie de situations de retrait. Les études de cas présentées montrent l'utilité de réponses nécessairement sur-mesure que conçoivent les professionnels, et le rôle déterminant d'un cadre ouvert à un large panel de possibilités d'insertion sociale, souple et bienveillant, pour créer une relation propice à l'accompagnement des jeunes. La temporalité de l'accompagnement est également importante : l'intervention de la mission locale se fait à un moment où les jeunes et/ou leurs proches ont décidé d'impulser un changement dans leur situation. Ainsi l'intervention de la mission locale peut-être celle qui débloque quelques-uns des verrous qui enferment les jeunes dans le retrait.

Mais ceci ne va pas sans poser de questions aux professionnels qui peuvent se sentir désemparés face à ces jeunes. Certains ont exprimé des doutes quant à leur légitimité et à leurs compétences pour accompagner des situations qui relèvent peut-être de la santé mentale. Ils craignent parfois d'accentuer les troubles plutôt que de les apaiser en proposant des voies qui peuvent exacerber les difficultés. L'exemple de la mission locale amène à un questionnement plus large sur le type d'accompagnement proposé à ces jeunes et leur rattachement institutionnel. Ceci fait écho à la structuration de l'offre d'accompagnement des hikikomori au Japon, par des structures relevant de l'insertion sociale et non du champ sanitaire.